

L'économie mondiale traverse des turbulences difficiles à négocier. L'inflation, qui atteint des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies, le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la persistance de la pandémie de COVID-19 sont autant de facteurs qui pèsent lourdement sur les perspectives. La normalisation des politiques monétaires et budgétaires, qui avaient apporté un soutien sans précédent pendant la pandémie, freine la demande en cette période où les décideurs sont soucieux de ramener l'inflation aux niveaux cibles. Cependant, les pays sont de plus en plus nombreux à connaître un ralentissement, voire une contraction, de leur activité économique. Le sort de l'économie mondiale dépend essentiellement de la bonne calibration de la politique monétaire, du déroulement de la guerre en Ukraine et d'éventuelles nouvelles perturbations de l'offre liées à la pandémie, en Chine par exemple.

La croissance mondiale devrait ralentir de 6,0 % en 2021 à 3,2 % en 2022 et 2,7 % en 2023. Ce profil de croissance, le plus morose depuis 2001 si l'on excepte la crise financière mondiale et le pic de la pandémie de COVID-19, tient aux ralentissements marqués des grandes puissances économiques : une contraction du PIB américain au premier semestre de 2022, suivi d'un repli dans la zone euro au second, et une persistance des flambées de COVID-19 et des confinements en Chine, sur fond de crise grandissante du secteur immobilier. Environ un tiers de l'économie mondiale connaîtra des taux de croissance négatifs pendant deux trimestres consécutifs. Selon les prévisions, l'inflation mondiale bondira de 4,7 % en 2021 à 8,8 % en 2022, avant de diminuer à 6,5 % en 2023 et 4,1 % en 2024. C'est dans les pays avancés que l'inflation a le plus souvent été plus élevée qu'attendu, alors que l'on constate une plus grande variabilité dans les pays émergents et les pays en développement.

Des risques de détérioration plus élevés que d'habitude continuent de peser sur les perspectives. Les autorités monétaires pourraient faire fausse route dans leurs stratégies de réduction de l'inflation. Les grands pays pourraient maintenir des orientations de plus en plus divergentes, ce qui alimenterait l'appréciation du dollar et

les tensions entre pays. L'inflation pourrait persister plus encore, sous l'effet de nouveaux chocs sur les prix de l'énergie et des denrées alimentaires. Le durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale pourrait être à l'origine d'une vague de surendettement dans les pays émergents. L'interruption des livraisons de gaz par la Russie pourrait faire baisser la production en Europe. La croissance pourrait de nouveau être entravée par une résurgence de la COVID-19 ou de nouvelles alertes sanitaires d'ampleur mondiale. Une aggravation de la crise du secteur immobilier en Chine pourrait se propager à son secteur bancaire et peser lourdement sur la croissance du pays, ce qui aurait des retombées néfastes sur le reste du monde. Enfin, la fragmentation géopolitique pourrait gêner les échanges commerciaux et les mouvements de capitaux, entravant davantage la coopération en matière climatique. Les aléas qui influent sur les perspectives sont nettement orientés à la baisse : la probabilité de voir la croissance mondiale à un horizon d'un an passer sous la barre des 2,0 % (dans le dixième centile des chiffres de la croissance mondiale depuis 1970) est d'environ 25 %.

Pour prévenir ces risques, il faut avant tout que la politique monétaire continue de s'employer à rétablir la stabilité des prix. Comme démontré dans le chapitre 2, il est capital de procéder sans délai à un durcissement vigoureux de la politique monétaire afin d'éviter un désancrage des anticipations d'inflation, qui pourrait survenir si les ménages et les entreprises fondent leurs attentes en matière de salaires et de prix sur l'évolution récente de l'inflation. La politique budgétaire doit avoir pour priorité la protection des groupes vulnérables au moyen d'aides ciblées à court terme pour atténuer les effets de la crise du coût de la vie, qui se fait sentir à l'échelle mondiale. Néanmoins, son orientation globale doit rester suffisamment restrictive pour ne pas détourner la politique monétaire de son cap. Une amélioration sensible des cadres de résolution de la dette s'impose pour remédier à l'aggravation de l'endettement des États provoquée par le ralentissement de la croissance et l'augmentation des coûts de l'emprunt. Dans ce contexte de resserrement des conditions financières, les autorités macroprudentielles doivent faire preuve de vigilance face

aux risques systémiques. Une intensification des réformes structurelles destinées à améliorer la productivité et la capacité économique atténuerait les problèmes d'approvisionnement, ce qui épaulerait la politique monétaire dans sa lutte contre l'inflation. Les mesures visant à accélérer la transition vers les énergies vertes porteront leurs fruits à long terme en matière de sécurité énergétique et de coûts

du changement climatique. Comme le montre le chapitre 3, l'introduction progressive des mesures adéquates au cours des huit prochaines années permettra de maîtriser le coût macroéconomique. Enfin, une coopération multilatérale efficace évitera une fragmentation qui pourrait anéantir les progrès accomplis en matière de bien-être économique grâce à 30 ans d'intégration économique.